

Résumé du plan 2017

Généré le 24/2/2017

Opération: Colombie



Personnes relevant de la compétence du HCR

+ 15% EN 2015

2015

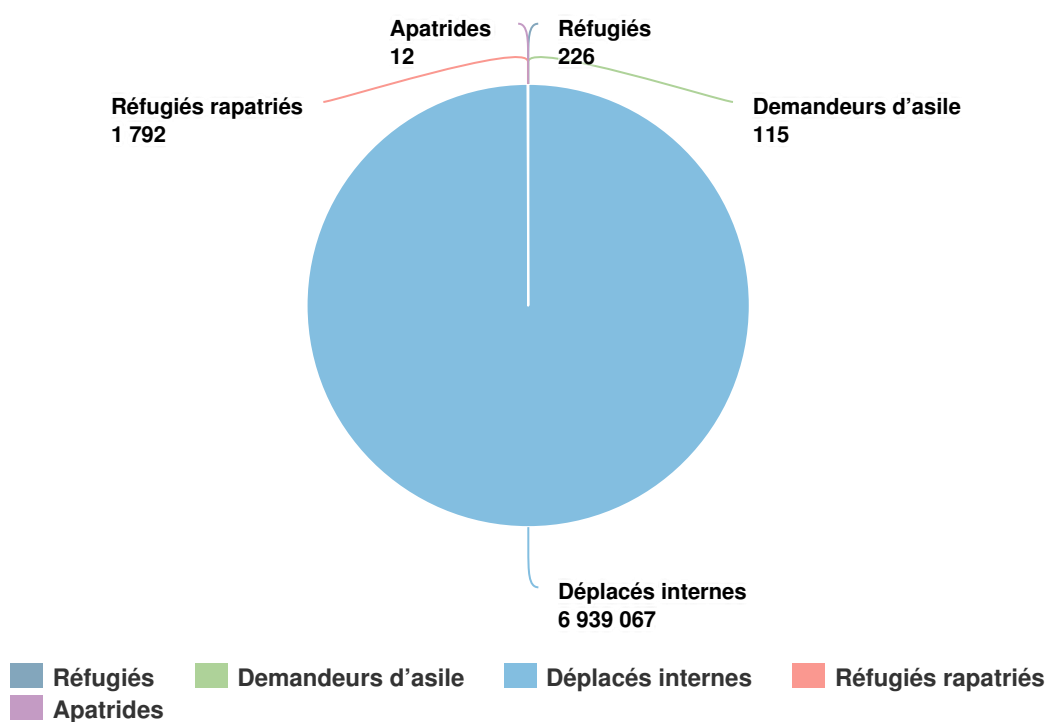
6,941,212

2014

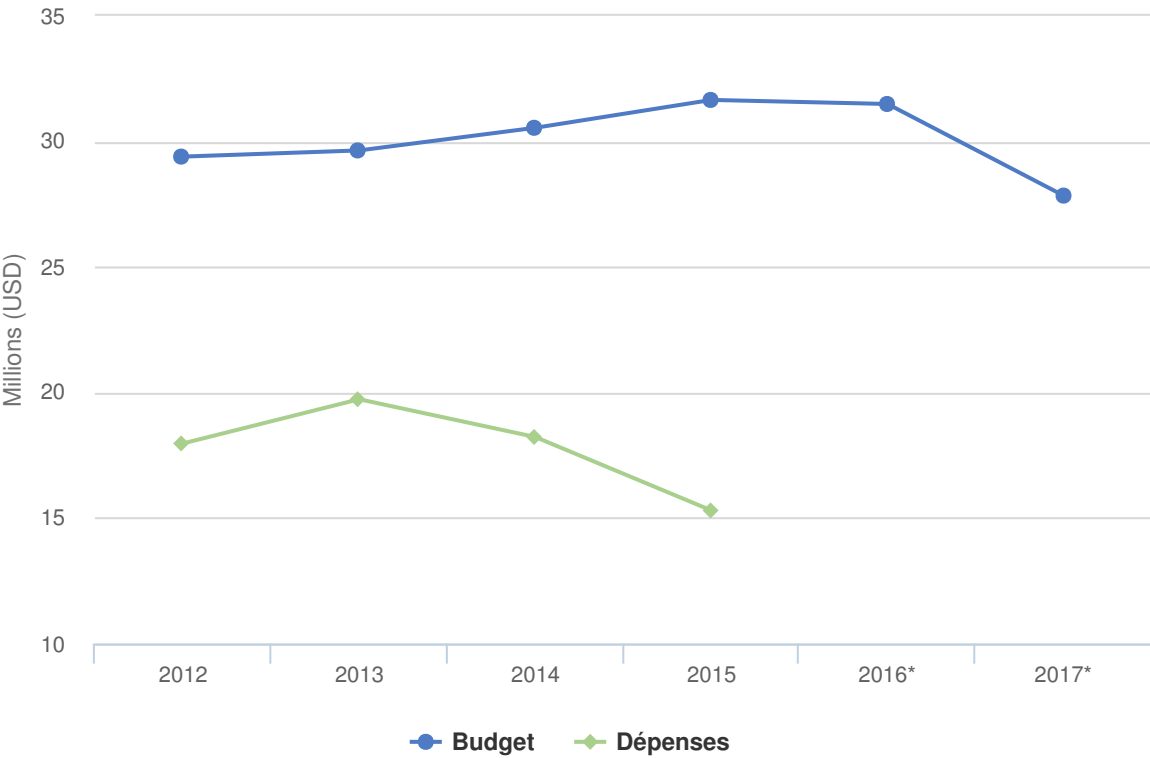
6,044,552

2013

5,368,462



Budgets et Dépenses - Colombie



Chiffres clés pour 2017

- Le cadre juridique colombien sera conforme à 88% aux normes internationales relatives aux réfugiés
- 60% des communautés prioritaires pour le HCR seront profilées pour déterminer leurs besoins en solutions durables au moyen d'une approche fondée sur les droits
- 50% des participants aux structures de leadership/gestion seront des femmes
- 85 ménages réfugiés et demandeurs d'asile recevront des allocations en espèces
- 50 projets destinés à bénéficier aux communautés locales de même qu'aux communautés déplacées seront mis en œuvre
- 40 projets relatifs aux solutions bénéficieront aussi bien aux communautés déplacées qu'aux communautés hôtes

Environnement de travail

Après quatre ans d'intenses négociations avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), un accord de paix final a été signé le 26 septembre 2016 et soumis à référendum le 2 octobre 2016. À la surprise générale, les Colombiens ont rejeté l'accord de paix, le non l'emportant avec un écart de moins d'un pour cent des suffrages. Un accord de paix révisé, qui mentionne le rôle du HCR dans l'appui aux droits des déplacés internes, a été annoncé à la mi-novembre et devrait être soumis au vote du Congrès avant la fin 2016 pour commencer à être appliqué en 2017. Le HCR surveillera étroitement l'évolution de la situation. Il continuera d'assurer une protection et de rechercher des solutions pour les Colombiens qui sont réfugiés ou déplacés à l'intérieur de leur pays.

Les déplacements persistent dans le pays, principalement en raison de nouvelles dynamiques relatives à la violence, même si leur nombre a reculé ces dernières années. De plus, les flux mixtes augmentent en raison de la situation politique et économique dans d'autres pays de la région.

Principales priorités

En 2017, l'opération s'efforcera de :

- fournir une assistance technique au Gouvernement colombien pour consolider le système national visant à protéger et garantir la non-répétition des violations des droits de l'homme liées au déplacement. Cela passe par l'identification des risques et la mise en œuvre de mesures protectrices appropriées en réponse aux nouvelles dynamiques de la violence ;
- améliorer l'autodétermination des communautés déplacées et des communautés hôtes pendant la phase suivant immédiatement l'accord de paix, en utilisant une approche fondée sur l'âge, le genre et la diversité, et contribuer ainsi à la participation utile de tous les groupes au processus de solutions durables, tout en instaurant un climat de confiance entre les communautés et les autorités ;
- conseiller le Gouvernement sur la conception et la mise en œuvre des politiques publiques fondées sur les droits relatives à des solutions durables pour les déplacés internes, en tenant compte de l'éventualité d'un retour, d'une réinstallation ou d'une installation sur place. L'accent sera placé sur les facteurs qui contribuent à l'intégration locale dans les zones urbaines ;

mobiliser les ressources au niveau local pour financer des solutions à l'intention des déplacés internes, qui représentent près de 15 pour cent de la population colombienne, pour veiller à ce que leur réintégration dans la société aide à préserver la paix.

Budget 2017 révisé - Colombie | USD

Le tableau suivant présente le budget révisé par objectif pour cette opération. L'affectation des ressources au niveau des objectifs peut être modifiée en cours d'année selon l'évolution de la situation opérationnelle et des priorités. Le budget courant par pilier tel qu'il apparaît en bas du tableau est mis à jour chaque mois et remplacé par le budget final une fois l'année clôturée.

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 4 Projets pour les déplacés internes	Total
Environnement de protection favorable			
Cadre juridique et politique	48,268	826,969	875,237
Aide juridique et recours judiciaires	60,268	1,221,915	1,282,183
Accès au territoire	127,305	0	127,305
Attitude du public à l'égard des personnes prises en charge	0	533,829	533,829
Sous-total	235,842	2,582,713	2,818,554
Processus de protection et documents adéquats			
Enregistrement et établissements des profils	43,268	0	43,268
Procédures de détermination du statut de réfugié	271,805	486,969	758,774
Documents d'état civil	0	371,915	371,915
Sous-total	315,073	858,884	1,173,957
Sécurité face à la violence et à l'exploitation			
Protection contre les conséquences des conflits armés	0	3,149,573	3,149,573
Prévention et interventions liées aux VSS	39,268	1,148,992	1,188,260
Protection des enfants	39,268	466,969	506,237
Sous-total	78,537	4,765,534	4,844,071
Besoins de base et services essentiels			
Articles élémentaires, ménagers et d'hygiène	252,268	0	252,268
Éducation	42,268	0	42,268
Sous-total	294,537	0	294,537
Autonomisation et autogestion communautaires			
Mobilisation communautaire	0	1,765,744	1,765,744
Coexistence avec les communautés locales	0	2,071,915	2,071,915
Sous-total	0	3,837,659	3,837,659
Solutions durables			
Stratégie pour la recherche de solutions globales	0	6,935,744	6,935,744

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 4 Projets pour les déplacés internes	Total
Retour volontaire	0	743,829	743,829
Réintégration	0	2,443,829	2,443,829
Intégration	47,268	1,571,915	1,619,183
Sous-total	47,268	11,695,318	11,742,586
Direction, coordination et partenariats			
Coordination et partenariats	0	1,372,725	1,372,725
Relations avec les donateurs	0	780,217	780,217
Sous-total	0	2,152,941	2,152,941
Appui à la logistique et aux opérations			
Gestion des opérations, coordination et appui	0	975,217	975,217
Sous-total	0	975,217	975,217
Budget 2017 révisé	971,256	26,868,265	27,839,522
Augmentation / Diminution	0	0	0
Budget 2017 courant	971,256	26,868,265	27,839,522